

COMMUNIQUE DE PRESSE DU SYNDICAT CGT FDB



Le syndicat CGT FDB alerte via ce communiqué sur la tournure que prennent les discussions entre PRIVATE ASSETS et RENAULT GROUP.

La semaine dernière, notre direction nous annonçait en CSE extra qu'une offre de reprise était sur la table, que le repreneur potentiel arriverait avec un vrai projet industriel et un apport de volumes dans le hors automobile pour compléter la diversification déjà engagée depuis quelques mois. Cependant il s'agit d'une offre avec des conditions suspensives. De quoi s'agit-il ? Tout simplement la continuité du plan d'investissement enclenché lors de la précédente cession de RENAULT envers CALLISTA (investissement sur le noyautage, la fusion et l'adaptation de l'usine pour accueillir des pièces issues de la diversification), ainsi que l'amélioration du plan de retournement de l'usine. En effet, lorsque RENAULT a cédé FDB à CALLISTA, ceux-ci s'étaient engagés à accompagner la fonderie en finançant la transformation, mais aussi les pertes opérationnelles jusqu'au retour à l'équilibre. Dès le départ, notre cabinet d'expertise SECAFI, ainsi que l'ensemble des salariés trouvaient que les enveloppes et le timing proposés étaient insuffisants. Il fallait garantir les volumes de pièces RENAULT jusqu'en 2028 et augmenter l'enveloppe des pertes d'exploitation d'autant. Toutes ces demandes sont légitimes et permettraient à la Fonderie De Bretagne de continuer à se redresser et d'avoir un avenir pérenne.

Maintenant quelle est la position du groupe RENAULT ? A ce sujet, le groupe est divisé. Certains veulent trouver une solution pour assurer un avenir à notre site quand dans l'autre camp, Mr DE MEO en tête, n'a qu'une seule idée à l'esprit : tuer et enterrer définitivement la Fonderie De Bretagne et ses salariés. Depuis son arrivée aux rennes du groupe, Mr DE MEO n'a de cesse de multiplier les attaques envers la Fonderie De Bretagne avec des tentatives de fermeture en 2020 et 2021.

Cette cession à un repreneur fantôme (CALLISTA) était censée être un cadeau empoisonné et une occasion en or pour fermer la fonderie. RENAULT aurait pu dire : « Nous avons financé la transformation mais la marche était trop haute et nous ne pouvons plus rien faire pour eux ».

C'était sans compter sur la pugnacité des salariés de la Fonderie De Bretagne car au grand dam de RENAULT, les résultats sont là : Performances industrielles en progrès, maîtrise des coûts, résultats financiers en très nette amélioration et surtout le plus important, les nouveaux contrats avec de nouveaux clients que ce soit dans l'automobile hors RENAULT ou dans le hors automobile comme l'agricole, le ferroviaire, la défense, les travaux publics, les pompes de relevage, Le dernier espoir que pouvait avoir RENAULT était alors que le plan de financement des pertes d'exploitation soit à sec et qu'aucune solution de reprise n'ait été trouvée mais là encore, les efforts faits par l'ensemble des salariés ont eu le mérite d'attirer l'œil d'investisseurs et de se retrouver aujourd'hui avec une offre ferme de rachat sur la table.

Le sort de la Fonderie De Bretagne est aujourd'hui encore dans les mains de RENAULT et malheureusement l'objectif de Mr DE MEO n'a pas changé. Comme il l'a fait depuis qu'il est arrivé à la tête du Groupe RENAULT, son ambition est de dépouiller le territoire français de son industrie avec pour exemple les fermetures des fonderies du Poitou, de la SAM, MBF, ... ou encore plus récemment la fin des moteurs F1 sur le site de Viry Châtillon, sans compter les réductions d'effectifs drastiques au sein même du Groupe RENAULT.

Maintenant, les salariés de la Fonderie De Bretagne n'ont pas fait tous ces efforts pour se faire entendre que ça n'a finalement servi à rien car cette décision était suspendue à la seule volonté d'un dirigeant sans âme ni conscience. Comme toujours, les salariés de la Fonderie De Bretagne accompagnés de leur syndicat CGT se battront pour la survie de leur entreprise.